

Partie B

B2 Dispositions de l'appel d'offres

- 1. WAKO Lot 3 Oron - Villaz-st-Pierre – ISP 1157155**
- 2. Romont nouvelles diagonales ouest – ISP 1161815**

Table de matières

| | | |
|-----------|---|-----------|
| 1. | Déroulement de la procédure | 3 |
| 1.1 | Type de procédure | 3 |
| 1.2 | Calendrier | 3 |
| 1.3 | Échéances importantes au cours du traitement des offres..... | 3 |
| 2. | Dispositions générales..... | 4 |
| 2.1 | Division du marché en lots, offres partielles, variantes, types de prix | 4 |
| 2.2 | Communautés de mandataires, sous-mandataires | 4 |
| 2.3 | Séances et coordination..... | 5 |
| 2.4 | Confidentialité, droit de regard, conflit d'intérêt..... | 5 |
| 2.5 | Accès sur et aux abords des voies | 6 |
| 2.6 | Promotion de la relève de mandataires (principe de parrainage)..... | 6 |
| 3. | Évaluation de l'offre | 8 |
| 3.1 | Examen formel | 8 |
| 3.2 | Critères de qualification..... | 8 |
| 3.3 | Critères impératifs d'exigences minimales..... | 9 |
| 3.4 | Critères d'adjudication..... | 10 |
| 3.5 | Négociations | 12 |
| 4. | Soumission de l'offre..... | 12 |
| 4.1 | Conditions | 13 |
| 4.2 | Exigences formelles | 13 |

1. Déroulement de la procédure

1.1 Type de procédure

Procédure ouverte

1.2 Calendrier

Le déroulement de la procédure respecte le calendrier prévisionnel suivant:

| Déroulement | Date |
|--|--------------|
| Publication sur SIMAP | 11.11.2020 |
| Visite des lieux | 04.12.2020 |
| Dépôt des questions écrites | 11.12.2020 |
| Réponses aux questions à partir de | 17.12.2020 |
| Dépôt de l'offre pour soumissionnaire(s) pré-impliqué(s) | 19.01.2021 |
| Dépôt de l'offre | 29.01.2021 |
| Date prévue pour les négociations (le cas échéant) | Mi-Mars 2021 |
| Date prévue d'adjudication | 31.03.2021 |
| Début prévu des travaux | 01.04.2021 |

1.3 Échéances importantes au cours du traitement des offres

1.3.1 Visite des lieux

La direction de projet de CFF SA prévoit une visite des lieux comme suit:

| Rubrique | Information |
|---------------------------|---|
| Date / Heure: | 04.12.2020 / 10h00 |
| Lieu de rendez-vous : | Gare de Romont |
| Participants: | 1 participant par soumissionnaire |
| Équipement de protection: | <ul style="list-style-type: none"> – Porte du masque obligatoire – Le port du gilet orange est obligatoire pour la visite. |
| Langue: | Français |
| Inscription: | Jusqu'au 03.12.2020, 12h00 à maxime.bordet@sbb.ch avec les informations suivantes: <ul style="list-style-type: none"> – Participant(s) (Prénom, Nom, Entreprise, e-mail, n° de téléphone) |
| Places de parc: | P+R Gare de Romont |
| Remarques: | La participation est vivement recommandée. Les informations fournies lors de la visite sont présumées connues lors de l'évaluation des offres (SIA 118 article 16). De manière générale, aucune réponse à des questions ne sera donnée, à l'exception des questions de compréhension. Les questions pertinentes seront retenues et les réponses seront données dans le cadre du traitement des questions-réponses à tous les participants. |

1.3.2 Informations (Questions - Réponses)

Les questions relatives à l'appel d'offres doivent être formulées par écrit sur le forum du site www.simap.ch. Les réponses aux questions seront mises à disposition de tous les fournisseurs (sans mention d'origine). Aucune information ne sera donnée par téléphone ou verbalement.

2. Dispositions générales

2.1 Division du marché en lots, offres partielles, variantes, types de prix

2.1.1 Répartition en lots

Aucune division du mandat en lots n'est prévue.

2.1.2 Offres partielles

Les offres partielles ne sont pas admises.

2.1.3 Variantes

Les variantes ne sont pas admises.

2.1.4 Types de prix

- Les types de prix différents de ceux indiqués dans l'appel d'offres, notamment les forfaits ou forfaits partiels, ne sont pas autorisés.

2.2 Communautés de mandataires, sous-mandataires

2.2.1 Communautés de mandataires

Les membres d'une communauté de mandataires forment une société simple et doivent en confier le pilotage à une entreprise. Ils sont solidairement responsables. La composition d'une communauté de mandataires ne doit pas être modifiée une fois les offres et ce jusqu'à l'adjudication.

Chaque soumissionnaire peut déposer une offre seul ou avec d'autres entreprises au sein d'une communauté de mandataires; la candidature d'une entreprise en tant que membre d'une communauté dans plus d'une communauté de mandataires n'est pas autorisée.

Une entreprise peut soit faire partie d'une communauté de mandataires soit participer en tant qu'entreprise sous-traitante.

Les communautés de mandataires peuvent:

- ouvrir un propre compte, sur lequel CFF SA peut effectuer leurs paiements avec effet libératoire. Dans la mesure du possible, la désignation et le numéro du compte doivent être indiqués dans l'offre, ou au plus tard avant la finalisation du contrat.
- demander un n° de TVA propre auprès de l'Administration fédérale des contributions, division de la TVA. CFF SA exige la confirmation de l'enregistrement du consortium au registre des contribuables et la communication du n° de TVA dans un délai d'un mois après la signature du contrat.

A défaut de fourniture des justificatifs / données requises, et en cas de retard de paiement en découlant, les éventuelles pertes d'escompte sont à la charge du soumissionnaire.

2.2.2 Sous-mandataires

Les sous-mandataires sont autorisés.

Dans la partie F1 Offre, il faut spécifier les principales activités des sous-mandataires pour que le maître d'ouvrage dispose d'un aperçu des prestations en sous-traitance.

2.3 Séances et coordination

Le soumissionnaire doit prévoir toutes les séances qu'il estime nécessaire pour mener à bien le projet. CFF SA prévoit la grille des réunions suivante:

| Séances | | | | | Maître d'ouvrage | | Planificateur | | Entreprise | |
|---------|------------------------------------|-----------------|-------|----------|------------------|-----|---------------|----|------------|----|
| Type | Type de séance | Fréquence | Durée | Lieu | DGT | SS | CPr | BT | DTec | CC |
| A | Séance de coordination | mensuel | 2h | Lausanne | ♦X | X | X | X | X | X |
| B | Séance technique | selon besoin | 2h | Lausanne | (X) | (X) | ♦X | X | (X) | X |
| C | Séance de la direction des travaux | 1 x par semaine | 2h | Romont | | (X) | (X) | ♦X | (X) | X |

♦X Présidence DGT Directeur général des travaux BT Direction des travaux
 X Participation impérative SS Services spécialisés DTec Direction technique
 (X) Participation selon besoin CPr Chef de projets CC Chef de chantier

Le traitement des sûretés, ainsi que la coordination avec des entreprises tierces et les prestations CFF ont lieu au cours des réunions B et C dans la langue officielle du chantier.

2.4 Confidentialité, droit de regard, conflit d'intérêt

2.4.1 Confidentialité

Les documents et informations fournis par le soumissionnaire sont utilisés exclusivement dans le cadre de la procédure de sélection en cours. Ils sont traités de manière confidentielle. Les documents ne sont pas restitués au soumissionnaire au terme du processus d'acquisition.

2.4.2 Préimplification

L'entreprise OPAN Concept SA à CH-2002 / Neuchâtel a élaboré l'étude préliminaire et a terminé son mandat. Les documents du projet élaborés par cette entreprise sont joints dans leur intégralité au devis descriptif. Le délai de présentation d'une éventuelle offre par l'entreprise préimpliquée expire le 19.01.2021. Le délai indiqué au ch. 1.4 du masque SIMAP s'applique à tous les autres soumissionnaires. Compte tenu de ces mesures, l'entreprise OPAN Concept SA est admise à soumissionner (art. 21a OMP).

2.4.3 Exclusion

Le bureau IUB Engineering SA agit comme BAMO. Il est donc exclu de la présente procédure d'appel d'offres.

2.4.4 Conflit d'intérêt

CFF SA relève que les soumissionnaires qui prennent (ou ont pris) part à l'étude / la conception d'un projet de construction / de réalisation (projet de construction / concept général, documents d'appel d'offres techniques et financiers) seront dans certains cas en raison d'une préimplication exclus d'un éventuel appel d'offres pour la phase de réalisation. Les sociétés au sein desquelles le soumissionnaire détient des participations sont soumises au même traitement. L'entreprise détenant une participation dans une société travaillant sur une étude de projet et/ou réalisant un projet devra le signaler à CFF SA.

Dans le cas où le mandataire / entrepreneur détient une participation dans une société, il devra introduire des mesures pour éviter tout conflit d'intérêt et les communiquer par écrit à CFF SA.

Ces mesures doivent être citées et expliquées dans un chapitre de l'offre, partie F1 Offre des documents de l'appel d'offres.

2.5 Accès sur et aux abords des voies

Il est interdit d'accéder aux abords des voies des installations ferroviaires lors du traitement de l'offre. Toute visite doit être convenue au préalable avec la direction de projet de CFF SA, qui définira également les mesures de sécurité requises à cet égard.

2.6 Promotion de la relève de mandataires (principe de parrainage)

2.6.1 Situation initiale

La Suisse manque d'un programme de relève des mandataires qualifiés. Disposée à améliorer cette situation, CFF SA encourage la relève des mandataires en proposant aux jeunes professionnels d'acquérir de l'expérience dans le traitement de projets ferroviaires.

2.6.2 Objectif

L'objectif est de permettre à de jeunes professionnels d'assumer des fonctions-clés au terme d'une introduction appropriée et via un accompagnement dans leur travail par des personnes expérimentées. Ils seront ainsi en mesure d'acquérir l'expérience et les références nécessaires à leur prochaine candidature.

2.6.3 Procédure

Pour promouvoir la relève, CFF SA utilise le principe du parrainage. Le mandataire expérimenté (personne-clé/parrain) encadre un jeune mandataire (junior). Le mandataire junior assiste la personne-clé dans son travail et profite de son expérience pratique. Il assume progressivement des tâches partielles plus complexes et davantage de responsabilités.

2.6.4 Conditions de l'appel d'offres

- L'application du principe de parrainage et le recours à un mandataire junior sont facultatifs.
- Le principe de parrainage est autorisé une seule fois par appel d'offres/mandat.
- Le soumissionnaire est libre de choisir la personne-clé et la période d'intervention du jeune mandataire.
- Celui-ci doit présenter le potentiel requis. La décision d'autorisation repose sur les données relatives au mandataire junior et au principe de parrainage.
- Si l'application proposée du principe de parrainage et/ou le mandataire junior prévu ne sont pas considérés comme convaincants, CFF SA est libre de soumettre des modifications.
- Le principe de parrainage n'est pas intégré à l'évaluation de l'offre (critère d'adjudication).
- L'offre de prix déterminante pour la soumission doit être présentée comme si aucun mandataire junior ne devait intervenir.

2.6.5 Preuve

- Les mêmes données doivent être fournies pour le mandataire junior et son parrain (données personnelles, qualifications). Lors de l'indication des références, il convient de présenter les expériences acquises dans le cadre d'autres projets.
- Le soumissionnaire décrit la manière dont sera appliqué le principe de parrainage. Il doit à cet effet indiquer les activités prévues du mandataire junior, son temps de présence dans le cadre du projet ainsi que la répartition du nombre d'heures de travail entre lui et son parrain.
- Le formulaire d'offre (partie F des documents d'appel d'offres) doit être utilisé pour fournir les informations relatives au mandataire junior et au principe de parrainage.

2.6.6 Rémunération

- Au titre de l'encadrement du mandataire junior pendant son temps de présence, le budget horaire proposé et/ou l'honoraire du parrain seront majorés de 10%. Un budget supplémentaire en heures résulte de cette majoration ainsi que de la différence de taux horaire entre le parrain et le mandataire junior.
- La catégorie d'honoraires D s'applique au décompte du mandataire junior.

3. Évaluation de l'offre

3.1 Examen formel

Le soumissionnaire est tenu de remettre une offre exhaustive reposant sur les documents de l'appel d'offres. Seules les offres complètes, dûment signées et présentées dans les délais sont admises à participer à la procédure d'évaluation.

3.2 Critères de qualification

L'évaluation de la qualification se fonde sur les critères de qualification (Q) impératifs suivants:

| Critère impératif | Preuves/Confirmations (à justifier dans la partie F1 Offre) |
|---|---|
| Q1: Capacité suffisante en personnel et en moyens techniques | <p>J1 Minimum 1 référence réalisée au cours des 10 dernières années remplissant les exigences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - travaux d'infrastructure ferroviaire - travaux respectant les directives techniques suisses - ligne principale à double voie - travaux sous exploitation ferroviaire - charge de trafic ferroviaire importante (min. 100 trains/jour) <p>Plusieurs exigences peuvent être justifiées dans le cadre du même projet. Les projets de référence doivent être terminés ou avoir été réalisés en grande partie. Si la référence exigée provient d'un sous-mandataire, le soumissionnaire doit joindre une attestation de ce dernier certifiant qu'il exécutera les prestations en cas d'adjudication.</p> |
| Q2: Rapport approprié entre la valeur du marché par an et le chiffre d'affaires annuel dans le domaine mis en soumission de l'entreprise concernée (à savoir la catégorie de construction en fonction du projet) (max. 30%) | J2 Déclaration du chiffre d'affaires des trois dernières années dans le(s) domaine(s) mis en soumission. |
| Q3: Gestion suffisante de la qualité | J3 Copie du certificat du système de qualité selon ISO 9001 ou description du système de qualité propre à l'entreprise, non certifié. (Pour les communautés de mandataires, la preuve ne doit être apportée que par l'entreprise pilote.) |

3.3 Critères impératifs d'exigences minimales

L'offre doit impérativement remplir les exigences minimales (EM) ci-dessous, faute de quoi elle ne sera pas prise en compte dans l'évaluation.

| Exigence minimale | Justificatifs (à justifier dans la partie F1 Offre) |
|---|--|
| <p>EM1: Qualification suffisante de chaque personne clé prévue.</p> <p>Sont considérées comme personnes clés:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Chef de projet – Ingénieur civil spécialiste GC – Directeur des travaux – Ingénieur civil spécialiste structures | <p>J4 Pour chaque personne clé</p> <p>J4.1 Chef de projet</p> <p>J4.2 Ingénieur civil spécialiste GC</p> <p>J4.3 Directeur des travaux</p> <p>J4.4 Ingénieur civil spécialiste structures</p> <p>Il y a lieu de fournir les preuves suivantes pour chaque personne-clé:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Indication sur la formation et l'expérience professionnelle du personnel clé prévu. – 1 référence d'un projet réalisé au cours des 10 dernières années et comparable sur le plan de la taille, de la complexité et des attributions du personnel clé impliqué. Le projet de référence doit couvrir les phases partielles SIA : <ul style="list-style-type: none"> . Chef de projet : 31 à 53 . Ingénieur civil spécialiste GC : 31 à 51 . Directeur des travaux : 52 et 53 . Ingénieur civil spécialiste structures : 31 à 51 La référence fournie doit indiquer, pour l'essentiel, la fonction, les tâches principales et l'expérience acquise. Les projets de référence doivent être terminés ou avoir été réalisés en grande partie. Si la référence exigée provient d'un sous-mandataire, le soumissionnaire doit joindre une attestation de ce dernier confirmant que celui-ci exécutera les prestations en cas d'adjudication. – Connaissances linguistiques F (niveau selon CECRL ou équivalent) : <ul style="list-style-type: none"> . Chef de projet : min. C1 . Ingénieur civil spécialiste GC : min. B2 . Directeur des travaux : min. C1 . Ingénieur civil spécialiste structures : min. B2 |
| <p>EM2: Sécurité</p> <p>Toutes les personnes-clés doivent disposer de l'attestation «Autoprotection - Déplacement sur les voies».</p> | <p>J5 Une copie de l'attestation valable «Autoprotection - Déplacement sur les voies» doit être jointe à l'offre ou l'entreprise doit s'engager à obtenir cette attestation avant le début des prestations.</p> |
| <p>EM3: Offre de prestations plausible</p> <p>Nombre d'heures adéquat pour les tâches à réaliser par phase/phase</p> | <p>J6</p> <p>J6.1 Informations sur les heures de prestation prévues par phase/phase partielle (sauf</p> |

| | |
|---|--|
| <p>partielle et répartition adaptée à la mission entre les personnes clés et les autres catégories d'honoraires.</p> <p>Le maître d'ouvrage prescrit la grille quantitative des heures pour la phase partielle de direction des travaux.</p> <p>Le maître d'ouvrage exige qu'une partie raisonnable des travaux soit exécutée par les personnes clés.</p> | <p>direction des travaux), répartition des activités entre les personnes clés et les autres catégories d'honoraire. Le calcul du nombre d'heures prévues et de leur répartition doit être justifié de manière plausible.</p> <p>J6.2 Répartition par catégorie d'honoraire de la grille quantitative d'heures prescrite par le maître d'ouvrage pour la phase partielle de direction des travaux. Un avis sur le nombre d'heures prescrit par le maître d'ouvrage pour la direction des travaux doit être émis.</p> <p>J6.3 Information sur les heures de prestation prévues par personne clé et phase/phase partielle</p> |
|---|--|

3.4 Critères d'adjudication

3.4.1 Contrôle des critères d'adjudication

L'offre est évaluée à partir des critères d'adjudication (A) ci-après.

| Critère d'adjudication | Pondération | Points max. | Justificatifs (à justifier dans la partie F1 Offre) |
|---|---|--|---|
| <p>A1: Qualification suffisante pour chaque personne clé prévue. Sont considérées comme personnes clés:</p> <ul style="list-style-type: none"> – le chef de projet; – ingénieur civil spécialiste GC – le directeur en chef des travaux. – ingénieur civil spécialiste structures | <p>(40%)</p> <p>15%</p> <p>10%</p> <p>10%</p> <p>5%</p> | <p>(200)</p> <p>75</p> <p>50</p> <p>50</p> <p>25</p> | <p>J4.1</p> <p>J4.2</p> <p>J4.3</p> <p>J4.4</p> |
| <p>A2: Analyse du mandat concernant les grands axes suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Analyse des risques – Organisation | <p>(30%)</p> <p>15%</p> <p>15%</p> | <p>(150)</p> <p>75</p> <p>75</p> | <p>J7</p> <p>J7.1 Identifier les 5 risques principaux du projet et les mesures permettant de les maîtriser.</p> <p>J7.2 Décrire l'organisation du soumissionnaire (avec organigramme) indiquant les fonctions, tâches et relations entre les différents intervenants.</p> |
| A3: Prix | 30% | 150 | J8 Prix de l'offre |
| Total | 100% | 500 | |

3.4.2 Évaluation des critères d'adjudication qualitatifs (A1 à A2)

L'évaluation des critères d'adjudication qualitatifs s'effectue comme suit:

| Note | Degré de satisfaction des critères | Données et réalisation |
|------|------------------------------------|--|
| 1.0 | Très mauvais | Données insuffisantes |
| 2.0 | Mauvais | Données sans rapport suffisant avec le projet |
| 3.0 | Normal, moyen | Données de qualité moyenne, conformes aux exigences de l'appel d'offres. |
| 4.0 | Bon | Données de bonne qualité |
| 5.0 | Très bon | Données d'excellente qualité, offre hautement novatrice |

Pour le critère marqué d'une * dans le tableau des critères d'adjudication, seule une note de 3 à 5 est attribuée, car un niveau de qualité minimal (= note 3) est garanti par les «exigences minimales pour la prestation à fournir» ci-avant.

Pour autant que CFF SA accepte les réserves commerciales, techniques, de processus ou juridiques du soumissionnaire, celles-ci seront quantifiées et intégrées au prix de l'offre en vue de la comparaison des offres reçues.

Prise en compte des frais supplémentaires et des économies : Si une offre conduit, dans le cadre de son exécution, à des modifications des frais incombant aux tiers et au maître d'ouvrage (trains de chantier, personnel, sécurité, livraisons, frais de projet, direction des travaux, etc.), ces frais supplémentaires et ces économies seront ajoutés ou déduits de la somme due afin de permettre la comparaison des offres.

La note multipliée par la pondération correspondante donne le nombre de points pour le critère qualitatif d'adjudication respectif.

3.4.3 Évaluation du prix (A3)

L'offre présentant le prix le plus bas obtient le maximum de points. Les offres qui dépassent de +100% le prix le plus bas obtiennent 0 points. L'attribution des points au sein de cette marge de fluctuation est effectuée de manière linéaire.

Pour l'attribution des points, on utilise la formule ci-après. Chaque valeur est arrondie commercialement par le bas ou par le haut au point entier.

$$\text{Points} = M * \left[\frac{P_{\max} - P}{P_{\max} - P_{\text{best}}} \right]$$

Légende:

M = Nombre maximum de points à attribuer

P = Prix de l'offre à évaluer

P_{best} = Prix de l'offre la plus avantageuse

P_{max} = Prix au niveau duquel la courbe de valeur coupe le point zéro [P_{best}*(2.0)]

Exemple de calcul

Maximum de points se rapportant au prix pour une pondération du prix de 30% = 150 points

- L'offre du soumissionnaire A s'élève au total à CHF 5 300 000.– (= prix le plus élevé).
- L'offre du soumissionnaire B s'élève au total à CHF 3 500 000.–.
- L'offre du soumissionnaire C s'élève au total à CHF 2 600 000.– (= prix le plus bas/Pbest).

$P_{\max} = P_{\text{best}} \times 2.0 = \text{CHF } 5\,200\,000.-$.

Il en résulte l'attribution de points suivante:

- Le soumissionnaire A obtient 0 point: $P > P_{\max}$ (dépassement de la marge de fluctuation)
- Le soumissionnaire B obtient 98 points $[150 \times (5\,200\,000 - 3\,500\,000) / 5\,200\,000 - 2\,600\,000]$
- Le soumissionnaire C obtient 150 points $[150 \times (5\,200\,000 - 2\,600\,000) / (5\,200\,000 - 2\,600\,000)]$

3.4.4 Rentabilité globale

Le marché est adjugé à l'offre ayant obtenu le plus grand nombre de points. Si plusieurs offres présentent, après l'évaluation, le même nombre de points, l'adjudication est attribuée au soumissionnaire qui propose le plus grand nombre de places d'apprentissage par rapport à son effectif.

CFF SA se réserve le droit d'inviter les soumissionnaires à une présentation visant à établir la pertinence de l'évaluation. Les soumissionnaires ne peuvent pas prétendre à une telle invitation.

3.4.5 Autres documents à remettre ultérieurement

Au cours de l'évaluation des offres, CFF SA se réserve le droit d'exiger des documents complémentaires tels que:

- Extrait du registre du commerce
- Extrait de la caisse de compensation (AVS, AI, AC)
- Attestation SUVA
- Assurance LPP
- Attestation de conformité fiscale
- Indications concernant les places de formation offertes
- Autres documents selon annexe 3 OMP.

3.5 Négociations

CFF SA se réserve expressément le droit de négocier.

3.6 Subordination

L'adjudication dépend de l'octroi de toutes les autorisations nécessaires à l'exécution des travaux ainsi qu'à l'approbation du crédit par l'organe compétent de CFF SA.



4. Soumission de l'offre

4.1 Conditions

L'offre doit être présentée au moyen des formulaires (partie F des documents de l'appel d'offres) en deux exemplaires. Les documents complémentaires à remettre sont décrits à la partie F1 Offre des présents documents d'appel d'offres.

En outre, l'ensemble de l'offre doit être remis sous forme électronique au format PDF (clé USB). En cas de divergences, les documents de l'offre remis sur papier font foi.

Compte tenu de la situation sanitaire liée à la COVID-19, nous demandons qu'une copie de la version électronique soit remise par courriel à l'adresse suivante : maxime.bordet@sbb.ch (soit directement, soit via une plateforme de transfert type "WeTransfer" si la taille des fichiers dépasse 5 Mo. La date de réception des offres est celle figurant au chapitre 1.2. Sera déterminant le timbre selon chapitre 4.2. En cas de divergence, les documents de l'offre remis sur papier font foi.

Les offres doivent être rédigées en français et libellées en CHF, puis envoyées à l'adresse suivante :
Chemins de fer fédéraux suisses CFF SA
Achats Infrastructure, Projets de construction
Région Ouest
Maxime Bordet
Avenue de la Gare 43
1003 Lausanne

La validité de l'offre est de six mois à partir de la date limite de réception des offres. Le soumissionnaire n'est pas dédommagé en échange de son offre.

4.2 Exigences formelles

Est déterminant le timbre ou le code-barres d'un office postal suisse (les marques d'affranchissement d'entreprises ne sont pas déterminantes), respectivement, pour les candidats étrangers, le récépissé d'une représentation diplomatique ou consulaire suisse. Si les soumissionnaires remettent leur offre à une représentation diplomatique ou consulaire suisse à l'étranger, les soumissionnaires doivent envoyer à CFF SA par e-mail (maxime.bordet@sbb.ch), dans le délai imparti pour la remise des offres, un accusé de réception de la représentation correspondante. Les offres ne peuvent pas être remises personnellement, respectivement ne seront pas acceptées sur place.

Les Webstamps délivrés sur le site internet de La Poste ne sont pas acceptés, car nous sommes dans l'impossibilité de vérifier la date d'envoi

Sur l'enveloppe, inscrire les mentions suivantes:

«NE PAS OUVRIR – WAKO Lot 3 Oron - Villaz-st-Pierre / 2. Romont nouvelles diagonales ouest »